

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2021, Vol. 6, N°2

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET  
EKONOMICZNY  
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Directeur de la publication

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Alastair ALINSATO, Bénin  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules-Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Boniface MBIH, France

Isabel MOCOROA-VEGA, Espagne  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Jean-Christophe POUTINEAU, France  
Carlos QUENAN, Argentine  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Xavier RICHEL, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Baiba ŠAVRINA, Lettonie  
Lansana SEYDI, Brésil  
Viatcheslav SHUPER, Russie  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada

## Comité de rédaction

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne  
Małgorzata MACUDA, secrétaire de rédaction, USEGP, Pologne

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2021

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos (Krzysztof Malaga) .....</b>	<b>3</b>
IDRYS FRANSMEL OKOMBI	
<b>Courbe de Laffer de la relation entre la dette publique et la croissance en Afrique : importance de la qualité institutionnelle.....</b>	<b>9</b>
THIERRY PAIRAULT	
<b>L'endettement des pays de l'UEMOA à l'égard de la Chine .....</b>	<b>37</b>
FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA	
<b>Effets des politiques conjoncturelles sur la croissance économique en Zone franc .</b>	<b>51</b>
THIERNO THIOUNE	
<b>Écart de production dans la Zone UEMOA : analyse comparative d'une estimation par la fonction de production, le filtre de Kalman et le VAR structurel bayésien ....</b>	<b>77</b>
TOMONDJI DAYANE THIERNAUD BEHANZIN, MAMADOU ABDOULAYE KONTE	
<b>Impact de l'ouverture commerciale sur croissance économique dans l'UEMOA ....</b>	<b>106</b>
KOSSI ATTSUTSÈ DZIÉDZOM TSOMDZO, YACOBOU SANOUSSI, KWAMI OSSADZIFO WONYRA	
<b>Déterminants des dépenses publiques de santé en Afrique subsaharienne.....</b>	<b>126</b>
ESSOSINAM FRANCK KARABOU, KOMLAN AMETOWOYO ADEVE, KPATCHAA SONGHAÏ	
<b>L'effet des politiques d'aide à la santé sur le développement sanitaire et économique en Afrique subsaharienne.....</b>	<b>142</b>
YACOBOU SANOUSSI, KOMLAN AMETOWOYO ADEVE, KWAMI OSSADZIFO WONYRA	
<b>Urbanisation et inégalités de revenu en Afrique subsaharienne : quel rôle pour la gouvernance traditionnelle et la e-gouvernance ? .....</b>	<b>162</b>
SEGNON AGUEY, YÉZIDOU ALI, AKOÉTÉ EGA AGBODJI	
<b>Effets de la stratégie de relance post-COVID-19 de la BCEAO sur les agrégats économiques au Togo.....</b>	<b>183</b>
FOUSSÉNI NAPO, KOFFI BIOVA ESSIOMLE	
<b>Soutenabilité de la dette publique post-initiative pays pauvres très endettés (PPTE) : une évidence empirique au Togo.....</b>	<b>216</b>

WOULAMÉ OUDJIM, YACOBOU SANOUSSI, KODJO EVLO <b>Déterminants de la malnutrition des enfants au Togo : une analyse par les disparités selon le milieu de résidence</b> .....	239
JACQUES KIAMBU DI TUEMA, FLORENT JEAN DÉSIRÉ KABIKISSA, FERDINAND MOUSSAVOU, CLAUDE LOMAMA LOMBOTO, ÉTIENNE KIYUNGA TCHANDEMA <b>Banques et opérateurs de téléphonie mobile dans l'inclusion financière en République Démocratique du Congo : concurrence et innovations</b> .....	261

# COURBE DE LAFFER DE LA RELATION ENTRE LA DETTE PUBLIQUE ET LA CROISSANCE EN AFRIQUE : IMPORTANCE DE LA QUALITÉ INSTITUTIONNELLE

## Laffer curve of the relationship between public debt and growth in Africa: The importance of institutional quality

**IDRYS FRANSMEL OKOMBI<sup>1</sup>**

Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville  
Faculté des Sciences Économiques, Département de Master  
idrysfransmel@gmail.com  
ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-5511-1440>

**Abstract:** Several studies support the idea that there is a debt level (turning point), beyond which public debt starts to reduce economic growth. However, the estimated threshold varies between studies and gives an incomplete picture of the level of debt that maximises growth. To the best of our knowledge, no study has explained the causes of this variation in the context of African countries. This study aims to show that the threshold of growth-maximising debt depends on the level of corruption, the quality of democracy and the effectiveness of government. To do so, we used a sample of 45 African countries for the period 1996–2018. Our results using the LSDVC and GMM-SYS estimation methods suggest that the levels of public debt above which growth declines vary with institutional quality. More precisely, when institutional quality is good, the negative effect of public debt on growth occurs at higher debt levels.

**Keywords:** public debt, growth, institutions.

**Résumé :** Plusieurs travaux soutiennent l'idée selon laquelle il existe un niveau d'endettement (point de retournement), au-delà duquel la dette publique commence à réduire la croissance économique. Toutefois, le seuil estimé varie selon les études et donne un aperçu incomplet du niveau d'endettement qui maximise la croissance. Selon l'état de nos connaissances, aucune étude n'a expliqué les causes de cette variation dans le contexte des pays d'Afrique. Cette étude vise à montrer que le seuil de la dette qui maximise la croissance dépend du niveau de la corruption, de la qualité de la démocratie et de l'efficacité du gouvernement. Pour y parvenir, nous avons pris appui sur un échantillon de 45 pays africains,

---

<sup>1</sup> Université Marien Ngouabi, BP. 69-Brazzaville, République du Congo.

pour la période couvrant 1996–2018. Nos résultats, obtenus par les méthodes d'estimations LSDVC et GMM-SYS suggèrent que les niveaux d'endettement public au-dessus desquels la croissance diminue, varient en fonction de la qualité des institutions. Plus précisément, lorsque la qualité institutionnelle est bonne, l'effet négatif de la dette publique sur la croissance se produit à des taux d'endettement plus élevés.

**Mots-clés :** dette publique, croissance, institutions.

**JEL classification :** H68, O10, O43, O55.

## Introduction

La littérature économique sur la relation entre la dette et la croissance économique a connu une nouvelle tendance depuis l'étude de Reinhart et Rogoff (2010) et un regain d'intérêt suite à la crise de la dette souveraine au sein de la zone euro et les initiatives PPTE. En théorie, les arguments qui sous-tendent l'existence d'une courbe de Laffer<sup>2</sup> de la relation entre la dette publique et la croissance sont mis en avant par Bertola et Drazen (1993) et Sutherland (1995). Pour ces derniers, lorsque la dette publique demeure assez faible, la production s'accroît par le canal d'effet demande ; cependant, un niveau d'endettement élevé réduit la production par le canal d'effets d'offre.

Bien que la présence d'une courbe de Laffer de la croissance soit admise au plan théorique, les travaux empiriques menés sur ce thème se sont avérés peu probants. En ce qui concerne les pays développés, les niveaux d'endettement au-delà desquels la croissance diminue, varient entre 85% et 100% du PIB (Reinhart & Rogoff, 2010 ; Checherita & Rother, 2010 ; Cecchetti, Mohanty, & Zampolli, 2011 ; Baum, Checherita-Westphal, & Rother, 2013). En revanche, les niveaux d'endettement, qui maximisent la croissance dans les pays en développement varient entre 10% et 60% du PIB (Pattillo, Poirson, & Ricci, 2002 ; Cordella, Ricci, & Ruiz-Arranz, 2005 ; Mupunga & Le Roux, 2015 ; Chudik, Mohaddes, Pesaran, & Raissi, 2017 ; Mensah, Allotey, Sarpong-Kumankoma, & Coffie, 2020 ; Agbekponou & Kebalo, 2019 ; Sanusi, Hassan, & Meyer, 2019). Un tel constat laisse supposer qu'il n'existe pas de seuil unique au-delà duquel le ratio d'endettement compromet gravement les perspectives de croissance économique (Pescatori, Sandri, & Simon, 2014). L'existence des points de retournement de la relation entre la dette publique et

---

<sup>2</sup> La courbe de Laffer illustre l'arbitrage entre le taux d'imposition et les recettes fiscales, et symbolise l'adage trop d'impôt tue l'impôt.

la croissance, variant d'une étude à l'autre (Panizza & Presbitero, 2013) donne un aperçu incomplet du niveau de la dette publique qui maximise la croissance. Partant de ce constant, certaines recherches ont tenté de tenir compte des facteurs qui déterminent la variation du point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance.

Pour expliquer le différentiel des seuils d'endettement qui maximisent la croissance, plusieurs études mettent en avant le rôle joué par certains facteurs, dont l'un des plus importants est la qualité institutionnelle. À cet égard, les travaux suggèrent que le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance est plus élevé lorsque la qualité des institutions est bonne. Plus précisément lorsque les institutions mesurées par le degré de corruption (Jalles, 2011), l'efficacité du gouvernement (Masuch, Moshammer, & Pierluigi, 2016 ; Butkus & Seputiene, 2018) et la qualité du service public (Megersa & Cassimon, 2015) sont de bonne qualité. Autrement dit, la dette publique produit des effets anti-keynésiens ou non-keynésiens sur la croissance à des niveaux d'endettement plus élevés, à condition que la qualité des institutions soit bonne. Derrière ces résultats, en apparence purement « factuelle », se cache en réalité l'idée, selon laquelle la bonne qualité des institutions est à la base de l'émergence conjointe de la participation à la politique (Weigel, 2020). Par exemple, en échange d'une plus grande participation politique, les citoyens procurent à l'État des recettes fiscales suffisantes (North & Weingast, 1989), permettant de garantir à la fois le financement des dépenses publiques productives et la soutenabilité de la dette. Tant que les agents sont assurés de ce que la dette publique reste soutenable, ils peuvent ignorer ses conséquences. Bien que plusieurs travaux aient contribué à nourrir la réflexion à propos du rôle des facteurs institutionnels sur le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance, il n'existe pas à notre connaissance des recherches appliquées à l'Afrique sur ce sujet. En plus, l'importance de la démocratie sur le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance est moins bien connue.

Cet article tente de combler cette lacune de la littérature, en examinant la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance en Afrique en fonction de la qualité institutionnelle. Plus précisément, l'objectif de cette étude est de montrer que la différence entre pays africains en matière de démocratie, de corruption et de l'efficacité du gouvernement, donne lieu à des niveaux d'endettement optimal différents. Le cas africain paraît particulièrement intéressant pour au moins trois raisons. Tout d'abord, le ratio dette publique/PIB atteint souvent des niveaux inquiétant en Afrique. En effet, certains observateurs ont récemment tiré la sonnette d'alarme à propos d'une crise imminente de la dette en Afrique (Gill & Karakūlah, 2018 ; Pilling, 2018), car depuis 2013, la dette de la région est en augmentation. Celle-ci est reflétée par un taux d'endettement médian en pourcentage du PIB, qui passe de 31% en 2012 à 53% en 2017 (Coulibaly, 2019). En plus, l'Afrique est l'une des régions du monde caractérisée par une mauvaise qualité de la démocratie

(Mattes, 2019) et un degré de corruption plus élevé (Transparency International et Afrobarometer, 2019). Enfin, le score moyen de l'efficacité du gouvernement est de  $-0.63$  sur  $2,25$  selon les indicateurs de gouvernance mondiale (Banque Mondiale).

Étant donné que la littérature considère la démocratie comme une méta institution, c'est-à-dire une institution à partir de laquelle naissent ou se renforcent les autres institutions dans un pays (Rodrik, 2000 ; Acemoglu, Johnson & Robinson, 2005), nous retenons la démocratie comme facteur déterminant de la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance. Dans le souci de tester la robustesse de notre analyse, nous tenons compte de l'indice de contrôle de la corruption et de l'indice de mesure de l'efficacité du gouvernement. Dans cette perspective, cet article contribue à la littérature spécifiquement sur deux points essentiels. Premièrement, nous avançons une nouvelle hypothèse qui met l'accent sur le rôle déterminant de la démocratie sur le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance. Une telle hypothèse n'a pas encore fait l'objet d'une étude empirique robuste centrée sur les pays africains, et ce, malgré le fait que les pays africains sont caractérisés par une mauvaise qualité de la démocratie (Mattes, 2019). Deuxièmement, nous produisons une première preuve empirique du rôle de la corruption et de l'efficacité du gouvernement sur le niveau d'endettement qui maximise la croissance en Afrique. À cet effet, nous étudions dans un cadre commun, et avec un seul ensemble de données, les hypothèses selon lesquelles la corruption et l'efficacité du gouvernement affectent le niveau d'endettement au-dessus duquel la croissance diminue. Une telle démarche n'a pas été utilisée dans les travaux précédents. Afin d'explorer la courbe de Laffer de la dette conditionnée par la qualité institutionnelle, nous utilisons les méthodes d'estimations LSDVC et GMM-SYS sur un échantillon de 45<sup>3</sup> pays africains pour la période 1996–2018. Nos résultats révèlent que les points de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance varient en fonction de la qualité des institutions. Plus précisément, lorsque la qualité institutionnelle est bonne, l'effet de l'endettement sur la croissance se produit à des niveaux d'endettement plus élevés. En revanche, lorsque la qualité des institutions est mauvaise, l'effet négatif de la dette sur la croissance se produit à des taux d'endettement faibles.

Le reste de l'article est organisé comme suit : la section 1 fait une brève revue de la littérature. La section 2 traite de la méthodologie de l'étude. La section 3 présente et discute les résultats. Enfin, la section 4 sert de conclusion et d'implications de politique économique.

---

<sup>3</sup> En raison de la disponibilité des données sur les mesures de la qualité institutionnelle, l'échantillon ne couvre pas la totalité des 54 pays africains.



## **1. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : arguments théoriques et travaux empiriques**

### **1.1. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : arguments théoriques**

Au plan théorique, deux approches mettent en évidence l'existence d'une relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance. La première défendue par Krugman (1988), Sachs (1989) et Cohen (1992) se fonde sur la théorie du surendettement. La deuxième approche soutenue par Bertola et Drazen (1993) et Sutherland (1995) plaide pour la réaction de la croissance à l'augmentation de la dette, à la fois par le canal keynésien et par le canal d'effet d'offre.

En ce qui concerne la première approche, Krugman (1988), Sachs (1989) et Cohen (1992) montrent qu'au-delà d'un certain seuil, la dette publique décourage la consommation et l'investissement, et par conséquent entraîne une diminution de la croissance. Prenant appui sur la courbe de Laffer, ils montrent que la relation entre valeur nominale et valeur de marché de la dette, se présente sous la forme d'une courbe en U inversé dont l'abscisse correspond à l'encours de la dette et l'ordonnée à la valeur attendue du remboursement. Selon ces auteurs, la hausse de la valeur nominale de la dette est associée à l'augmentation des anticipations de remboursement (partie ascendante de la courbe). Par ailleurs, un accroissement de la dette réduit ces anticipations (partie descendante de la courbe).

S'agissant de la deuxième approche formalisée tout d'abord par Bertola et Drazen (1993), la dette publique peut affecter la production par deux canaux distincts. Pour ces auteurs, la dette publique affecte la production selon le canal keynésien, tant que les agents sont rassurés de ce que l'endettement public reste soutenable. Dans ce cadre, ils peuvent ignorer les conséquences d'une accumulation de la dette. Cependant, lorsque la dette publique atteint des proportions insoutenables, les agents savent qu'un programme de stabilisation impliquant une augmentation des impôts va devoir être mis en place. En conséquence, ils augmentent leur épargne pour y faire face. Pour Sutherland (1995), la non-linéarité entre la dette publique et la croissance s'explique par l'incertitude quant à la distribution intergénérationnelle des impôts futurs. Dans son modèle construit avec des générations imbriquées, dans lequel les consommateurs raisonnent sur une durée finie, les agents se comportent de manière keynésienne tant que la dette publique reste faible pour que la charge de l'ajustement leur semble devoir être supportée par les générations futures. Dans ce cadre, la dette publique influe sur la croissance par le canal de l'effet demande. En revanche, le comportement des agents devient anti-keynésien à mesure que la probabilité de voir la dette peser sur eux même augmente.

## **1.2. Rôle des institutions dans la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : synthèse des travaux empiriques**

Plusieurs études suggèrent que l'influence de la dette sur la croissance peut varier selon les pays, en fonction de la différence de leurs qualités institutionnelles. Dans cette perspective, plusieurs indicateurs de mesure de la qualité institutionnelle sont utilisés. Par exemple, l'indice d'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) (Cordella et al., 2005, 2010 ; Megersa & Cassimon, 2015), la moyenne de l'efficacité du gouvernement, de la qualité de la réglementation, de l'état de droit et du contrôle de la corruption (Masuch et al., 2016). D'autres auteurs se sont concentrés sur des aspects spécifiques, tels que la corruption (Jalles, 2011) et l'efficacité du gouvernement (Butkus & Seputiene, 2018).

En utilisant la mesure globale des institutions, Cordella et collaborateurs (2005) ont montré à base d'un échantillon composé de 79 pays en développement, que le niveau de la dette extérieure qui maximise la croissance est conditionné par la qualité des politiques. Ils ont trouvé que dans les pays où les politiques et les institutions sont de bonne qualité, la dette affecte négativement la croissance lorsqu'elle se situe au-delà de 15% à 30% du PIB. Cependant, dans les pays disposant des institutions de mauvaise qualité, la dette extérieure commence à nuire à la croissance lorsque le niveau de la dette dépasse le seuil de 10% du PIB. Ce résultat est proche de celui trouvé par Cordella et collaborateurs (2010) à base d'un échantillon composé de 79 pays en développement sur la période 1970–2002. Les auteurs montrent que les pays disposant des bonnes politiques et institutions sont confrontés à un surendettement, lorsque le niveau la dette en pourcentage du PIB dépasse le seuil situé entre 20–25. Au-delà de ce niveau, toute augmentation de dette se traduit par une diminution de la croissance. Cependant, la dette publique devient neutre lorsque son augmentation dépasse le seuil compris entre 70% et 80% du PIB. Prenant appui sur un panel non équilibré de 57 pays en développement pour la période 1990–2011, Megersa et Cassimon (2015) révèlent que les pays dont le secteur public est bien géré affichent un seuil de viabilité de la dette publique plus élevé.

Masuch et collaborateurs (2016) examinent le rôle des facteurs institutionnels sur la relation entre la dette publique et la croissance dans les pays de l'Union européenne dans les sous-périodes 1995 à 2014. Les résultats de l'étude montrent que lorsque la qualité des institutions (mesurée par l'indice moyen de l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'état de droit et le contrôle de la corruption) est meilleure, des niveaux de dette initiale supérieurs à 60% ou 70% n'affectent pas négativement la croissance économique à long terme. Jalles (2011) pour sa part soutient que le niveau de la dette publique qui maximise la croissance dépend du degré de la corruption. En s'appuyant sur un panel composé de 72 pays

en développement sur la période 1970–2005, les auteurs montrent que lorsque la corruption est faible, l'effet négatif de la dette publique sur la croissance se produit à des niveaux d'endettement situé au-delà de 31% à 45% du PIB. Cependant, en présence d'un degré de corruption élevé, le niveau de la dette qui maximise la croissance se situe entre 21% à 30% du PIB. Ces résultats suggèrent que les pays dont les institutions sont de meilleure qualité peuvent contracter une dette publique plus élevée pour soutenir leur croissance. En considérant l'efficacité du gouvernement comme facteur qui conditionne la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance, Butkus et Seputiene (2018) trouvent des seuils d'endettement plus élevés que ceux des travaux précédents. S'intéressant à un panel composé de 152 pays sur la période 1996–2016, ils parviennent à la conclusion, selon laquelle le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance varie de 46% à 229% et de 8% à 145% du PIB, respectivement dans les pays où l'efficacité du gouvernement est élevée et faible.

Au regard de ce qui précède, il ressort que la qualité institutionnelle influe sur le niveau de la dette publique qui maximise la croissance. Plus précisément, il ressort que les effets non-keynésiens ou anti-keynésiens se produisent à des taux d'endettement plus élevés à condition que la qualité des institutions soit bonne. En outre, l'impact de la démocratie sur le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance n'a pas encore fait l'objet d'une étude robuste. Enfin, il apparaît qu'aucune étude centrée sur l'Afrique ne s'est intéressée à la question de l'hétérogénéité entre pays dans la dynamique de la relation entre la dette publique et de la croissance. Ainsi, ce travail tente de réconcilier les différents travaux centrés sur l'Afrique, qui ont trouvé des seuils d'endettement différents.

## 2. Méthodologie de l'étude et données

### 2.1. Modèle et méthode d'estimation

Le cadre théorique de notre modèle est inspiré de celui développé par Minea et Villieu (2009), qui ont indexé la relation entre l'impôt et la croissance par le déficit budgétaire. Dans ce modèle, nous souhaitons faire apparaître une relation en cloche entre croissance économique et dette publique, conditionnée par la qualité institutionnelle. Autrement dit, l'équation à estimer est une relation en cloche entre la dette publique et la croissance, conditionnée par la qualité des institutions. En plus, nous tenons compte du processus de convergence conditionnelle, en intégrant la croissance du PIB réel par habitant décalée. Ainsi, le modèle en panel dynamique symbolisant la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance en fonction de la qualité institutionnelle peut s'écrire de la manière suivante :

$$TCPIBRH_{it} = aTCPIBRH_{it-1} + \theta_1 DETTE_{it} + \theta_2 DETTE_{it}^2 + (\lambda_1 DETTE_{it} + \lambda_2 DETTE_{it}^2)F(I) + \theta_j X_{it} + \varepsilon_{it}$$

$TCPIBRH$ ,  $DETTE$ ,  $I$  représentent respectivement le taux de croissance du PIB réel par habitant, la dette publique et les facteurs institutionnels (correspondant de façon alternative à l'indice de mesure de la corruption, de la qualité de la démocratie et de l'efficacité du gouvernement).  $X$ , représente le vecteur composé des variables de contrôle. La relation en cloche entre croissance et dette publique conditionnée par la qualité institutionnelle est valable lorsque  $\hat{\theta}_2 + \hat{\lambda}_2 F(.) < 0$ . De plus le maximum de cette courbe, défini comme  $DETTE^* = -\frac{\hat{\theta}_1 + \hat{\lambda}_1 F(.)}{2(\hat{\theta}_2 + \hat{\lambda}_2 F.)}$  est positif dans la mesure où  $\hat{\theta}_1 + \hat{\lambda}_1 F(.) > 0$ .

Cependant, disposant de la variable dépendante retardée comme variable explicative, les estimateurs standards sur données de Panel, c'est-à-dire Within et Between ne sont plus efficaces. Par ailleurs, il convient de souligner qu'un problème important relatif à l'estimation d'un modèle en panel dynamique est la présence de caractéristiques individuelles hétérogènes inobservables. Dans cette circonstance, les estimateurs des Variables Instrumentales d'Anderson et Hsiao (1982) et ceux des Méthodes des Moments Généralisés (GMM) en panel dynamique d'Arellano et Bond (1991) sont efficaces pour contrôler les effets spécifiques individuels et corriger les biais d'endogénéité des variables, au détriment des estimateurs des Moindres Carrés avec des Variables Binaires (LSDV), et ce, depuis les travaux de Nickell (1981). Cependant, ces méthodes d'estimations ont la faiblesse de présenter des variances très larges. À cet effet, il importe de corriger la variance afin de réduire le biais. Dans cette perspective, Bond, Nauges et Windmeijer (2002) révèlent que l'estimateur des GMM en système est plus consistant. Cette méthode d'estimation consiste dans un premier temps à prendre la différence première de l'équation à estimer et dans un second temps à se servir des variables prédéterminées (retardées d'une période) et endogènes (retardées d'une période supérieure ou égale à deux).

Kiviet (1995) et d'autres auteurs ont par la suite proposé la méthode des moindres carrés à variables muettes avec correction de biais (LSDVC), jugée plus performante que l'estimateur GMM. En effet, l'estimateur LSDV contient un petit biais d'échantillon qui le rend moins pertinent. Kiviet (1995) utilise une technique pour approximer de façon asymptotique ce biais et trouve une formule de correction. Pour la rendre opérationnelle, l'auteur propose de substituer les paramètres du biais par ceux d'un estimateur plus robuste. À cet effet, Bruno (2005) utilise une méthode cohérente à l'instar de celle proposée par Anderson et Hsiao (1982), Arellano et Bond (1991), et de Blundell et Bond (1998), en l'introduisant dans la formule simplifiée de Bun et Kiviet (2003). Dans le cadre de notre étude, nous utilisons la commande Stata `xtlsdvc` (Bruno, 2005), conçu pour produire un échantillon bootstrap et des estimations LSDVC bootstrap. Pour y parvenir, nous utilisons 100

itérations par `xtlsdvc`. Par ailleurs, nous utilisons la méthode d'estimation GMM système de Blundell et Bond, jugée consistant pour remédier au biais lié à l'estimateur LSDV (Bruno, 2005). Dans cette perspective, la variable retardée du taux de croissance du PIB réel par habitant et les autres variables explicatives (supposées prédéterminées) sont instrumentées par leurs retards de premier ordre. La variable dette publique et son interaction avec les variables institutionnelles sont instrumentées par leurs retards de second ordre. Toutefois, les variables supposées exogènes sont : la croissance de la population et la variable muette qui permet de capter l'effet de l'annulation de la dette de quelques pays africains au titre de l'initiative PPTE (PPTEDUMY). Afin d'identifier les pays africains ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, nous nous sommes basés sur le récapitulatif de la situation des pays établie par la lettre « TRÉSOR-ÉCO – n° 164 – Mars 2016 ». La valeur 0 est affectée aux années qui précèdent l'atteinte du point d'achèvement et à 1 pour les années qui suivent l'atteinte de ce point. Une autre variable supposée exogène est la variable muette permettant de rendre compte de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières. À cet effet, une variable muette (PETRDUMY) est intégrée pour capter l'effet du boom<sup>4</sup> des matières premières. Concernant la variable muette permettant de rendre compte des séquences d'augmentations du niveau du prix des matières premières, l'indice GYCPI de Grilli et Yang (1988) mis à jour par François et Geronimi en 2019 est utilisé. Des périodes d'augmentations du prix des matières premières prennent la valeur 1 et 0 sinon.

## 2.2. Définition et mesure des variables

En ce qui concerne la variable dépendante, nous utilisons le taux de croissance du PIB réel par habitant qui est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays. Quand il est formulé en dollar constant, comme c'est le cas ici, on peut procéder plus adéquatement à des comparaisons à travers les années puisque l'on tient alors compte de l'inflation ou de la déflation. Cette information tient aussi compte de l'importance de la population. La série de données sur la variable dépendante provient de la Banque Mondiale (WID). La variable dette publique est approximée à la dette du gouvernement central (E. Kim, Ha, & S. Kim, 2017 ; Butkus & Seputiene, 2018). La série de données  $y$  relative est extraite de la base de données du FMI.

La mesure de la démocratie retenue est l'indicateur Voice Accountability qui renseigne sur la capacité du gouvernement à rendre compte. Cette variable montre dans quelle mesure les citoyens participent réellement au choix de leurs gouvernants

---

<sup>4</sup> Un boom désigne une séquence d'augmentations du niveau du prix et un slump désigne une séquence de baisses du niveau du prix (Cashin & McDermott, 2002).

que ce soit par l'étendue de leur liberté d'expression, d'association, ou celle des médias. Elle est extraite de la base de données de la Banque Mondiale (WIG). Sa valeur varie entre -2,5 (efficacité faible) et 2,5 (efficacité élevée). Dans le cadre de notre étude, il convient de souligner que les valeurs à seuils de la corruption, de Voice Accountability et de l'efficacité du gouvernement correspondent toutes à la valeur centrale 0, dans la mesure où elle est située entre les scores négatifs et positifs. Pour ce qui est de la variable de mesure de la corruption, nous utilisons l'indice de corruption fourni par la Banque Mondiale (WID), qui varie entre -2,5 (forte corruption) et 2,5 (faible corruption) et qui est l'un des indices les plus utilisés dans la littérature (voir par exemple Serra, 2006 ; Pellegrini & Gerlagh, 2008 ; Gnimassoun & Massil, 2019). Cette variable rend compte de la manière dont la puissance publique est exercée à des fins privées en incluant à la fois petites et grandes formes de corruption, de même que la façon dont l'État a été capté par les élites et les intérêts privés. Enfin, s'agissant de l'efficacité des pouvoirs publics, nous retenons également l'indice fourni par la Banque Mondiale, qui varie entre -2,5 (efficacité faible) et 2,5 (efficacité élevée). Cette variable renseigne sur la qualité des services publics, des fonctionnaires ainsi que leur degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, des politiques publiques, aussi bien dans leur définition que dans leur application. De même, cette variable rend également compte de la responsabilité effective du gouvernement quant à ces politiques publiques.

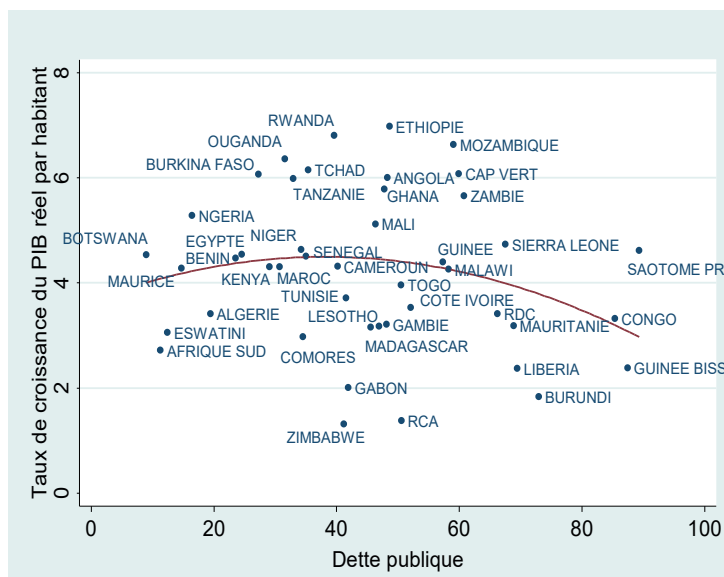
Concernant les variables de contrôle, nous avons retenu la population, l'investissement, l'ouverture commerciale et l'inflation. Tout d'abord, la population est considérée du point de vue de son taux de croissance. L'effet positif de la croissance de la population sur la croissance économique est mis en évidence dans le modèle d'apprentissage par l'expérience d'Arrow (1962) et Phelps (1966). Pour ces derniers, cet effet positif résulte de la relation proportionnelle, observée entre effectif de la population et effort consacré à la recherche. De même, dans le cadre du modèle de Solow (1956), la croissance de la production dépend entre autres du facteur travail, qui dépend à son tour de la croissance démographique. L'investissement privé est approximé à la formation brute du capital fixe, car celle-ci représente l'achat de machines ou de bâtiments, qui concourent à la production des biens et services. En plus, les travaux empiriques s'intéressant à cet indicateur révèlent que l'investissement a un impact positif sur la croissance (Mengue, 2013). L'ouverture commerciale est mesurée par la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB. L'effet attendu de cette variable sur la croissance est positif. Par référence à la théorie du commerce international, plus précisément les travaux de Ricardo et Smith sur les avantages absolus et comparatifs, le libre-échange des biens et services permettent d'augmenter la richesse. L'inflation que nous utilisons est mesurée par le taux de variation de l'indice des prix à la consommation. Une inflation importante est préjudiciable à la balance commerciale, et par voie de conséquence, à la croissance économique, surtout en économie ouverte (Montoussé

& Chamblay, 1998). En outre, une inflation importante entame la confiance en la monnaie et, peut conduire à des anticipations pessimistes de la part des entreprises. Par crainte d'une dépréciation des réserves, les agents économiques peuvent être incités à moins épargner, ce qui est préjudiciable à l'investissement, et par conséquent, à la croissance. Toutes les variables de contrôle susmentionnées proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WID).

Le PIB réel initial par habitant est mesuré par le niveau du PIB réel par habitant décalé. Cette variable doit permettre de tenir compte du processus de convergence conditionnelle. Le modèle de Solow (1956) prédit que chaque économie converge vers son propre sentier d'équilibre. Autrement dit, un pays ayant au départ un revenu par habitant faible aura un taux de croissance d'autant plus élevé qu'il est éloigné de son sentier d'équilibre de long terme. Dans le cadre de ce travail, si le coefficient liant le PIB réel par habitant initial est positif et inférieur à un ( $<1$ ), on accepte l'hypothèse de convergence conditionnelle (Slesman, Baharumshah, & Raëes, 2015; Teixeira & Queirós, 2016).

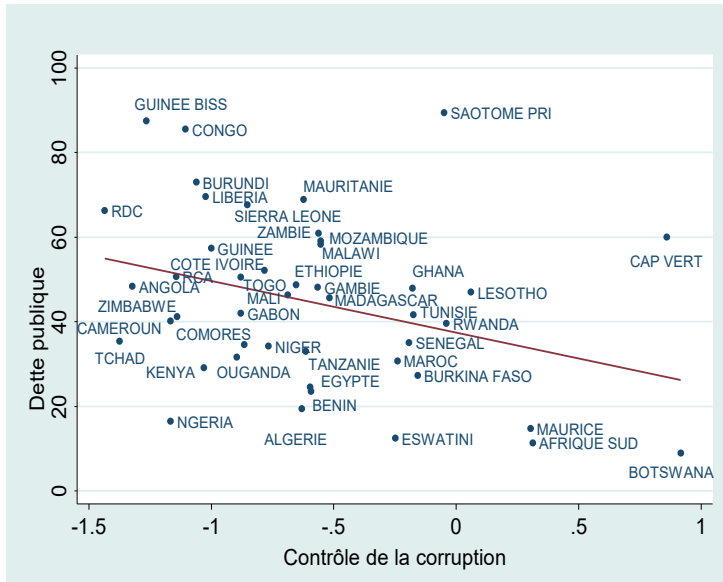
### 2.3. Analyse graphique

Pour évaluer le rôle déterminant de la qualité institutionnelle dans la relation entre la dette publique et la croissance, nous nous proposons d'effectuer une analyse



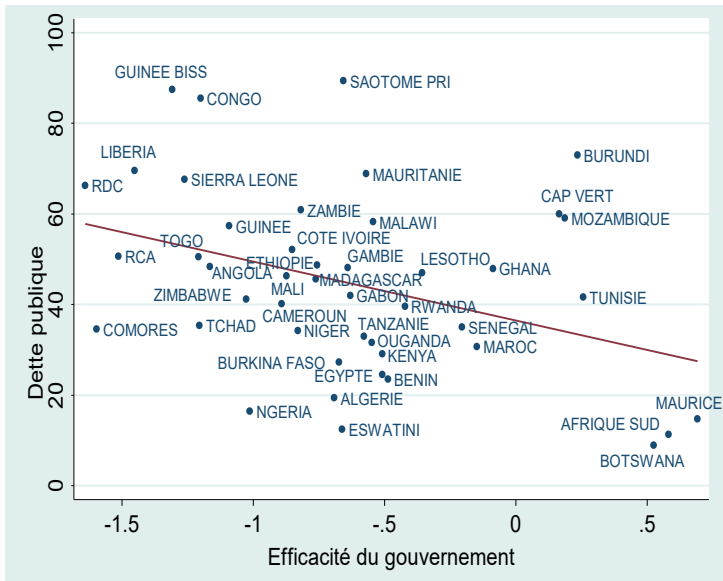
**Graphique 1. Effet de la dette publique sur la croissance économique**

Source : Élaboration propre.



**Graphique 2. Effet de la corruption sur la dette publique**

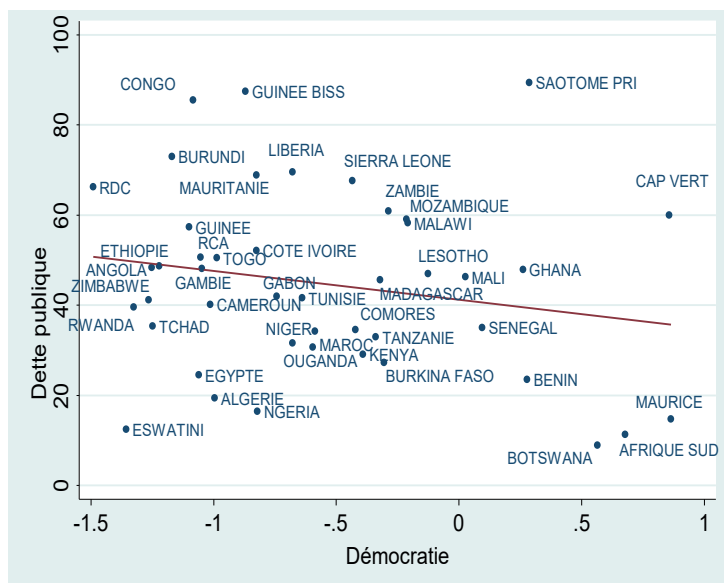
Source : Élaboration propre.



**Graphique 3. Effet de l'efficacité du gouvernement sur la dette publique**

Source : Élaboration propre.





**Graphique 4. Effet de la démocratie sur la dette publique**

Source : Élaboration propre.

graphique de la relation entre la dette et la croissance, puis entre les facteurs institutionnels et la dette.

Le graphique 1 présente le nuage des points reliant la dette publique et la croissance dans les pays. Il en ressort une relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance. Les graphiques 2, 3 et 4 établissent respectivement les liens entre la mesure de la corruption et la dette, entre la démocratie et la dette, et entre l'efficacité du gouvernement et la dette. Nous remarquons que le coefficient relatif à la pente de la droite de régression qui symbolise la relation entre démocratie et croissance est positif. De même les coefficients relatifs aux pentes des droites de régression établissant les relations entre la mesure de la corruption et la dette, entre la mesure de la démocratie et la dette, et entre la mesure de l'efficacité du gouvernement et la dette sont tous positifs. Un tel constat présuppose que la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance peut s'expliquer par la qualité institutionnelle.

Néanmoins, les conclusions qui découlent de l'analyse descriptive ont la faiblesse de ne pas pouvoir présenter l'impact de la dette publique sur la croissance en fonction de la qualité institutionnelle. À cet effet, il importe d'effectuer une analyse économétrique, afin d'analyser de manière robuste l'effet de la dette publique sur la croissance, conditionné par la qualité institutionnelle.

### 3. Présentation et analyse des résultats

#### 3.1. Résultat de base

Préalablement à l'estimation du modèle, le test de stationnarité des variables est effectué. À ce titre le test de dépendance des individus de Pesaran (2003) est effectué suivant les variables retenues dans notre étude. Les résultats consignés en annexe (voir tableau A1) rejettent l'hypothèse d'indépendance entre pays pour les variables TCPIBRH, DETTE, CC, VAC, EG, INFL, OUV et INV. Pour ces variables, le test de racine unitaire de seconde génération est appliqué. L'hypothèse de dépendance entre pays étant acceptée pour la variable CPOP, les tests de racine unitaire de première génération sont appliqués. Nos résultats situés en annexe (voir tableau A2 et A3) suggèrent que les variables retenues dans la présente étude sont toutes stationnaires à niveau. Par la suite, notre modèle est estimé selon les méthodes d'estimations LSDVC et GMM-SYS.

Les résultats des estimations, consignés dans le tableau 1 renseignent sur le rôle de la démocratie dans la relation entre la dette publique et la croissance.

Les résultats obtenus à base de la méthode d'estimation LSDVC révèlent que le seuil d'endettement, qui maximise la croissance se situe autour de 41,09% du PIB lorsque la qualité de la démocratie est mauvaise. Cependant, lorsque la qualité de la démocratie est bonne, le niveau optimal de la dette est de 78,91% du PIB. De même, les résultats du modèle GMM-SYS suggèrent que, les niveaux de la dette publique (en pourcentage du PIB), qui maximisent la croissance sont de 42,93% et de 76,04%, respectivement lorsque la qualité de la démocratie est mauvaise et bonne. Ce résultat corrobore celui trouvé par Cordella et collaborateurs (2005), qui suggèrent que le niveau optimal de la dette est conditionné par la qualité des politiques. L'influence des variables de contrôle sur la croissance, demeure identique à celle obtenu dans les précédentes estimations.

Les résultats de la courbe de Laffer de la dette conditionnée par le degré de la corruption sont reportés dans le tableau 2. Les différentes estimations suggèrent que la relation entre la dette publique et la croissance à la forme d'un U inversé. En effet, il ressort de nos résultats un coefficient positif de la dette publique et négatif de la dette publique au carré. De même, les coefficients de la dette publique et de la dette publique au carré (conditionnés par le niveau de la corruption) ont respectivement un impact positif et négatif sur la croissance. Toutefois, nos résultats indiquent que l'effet positif de la dette publique sur la croissance, se trouve renforcé lorsque le degré de corruption est faible. Par ailleurs, il ressort que l'effet négatif de la dette publique (renseigné par le coefficient de la dette au carré) sur la croissance est amoindri lorsque la corruption est faible.

**Tableau 1. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : rôle de la démocratie**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	VAC ≤ 0	VAC > 0	VAC ≤ 0	VAC > 0
TCPIBRH <sub>t-1</sub>	0,12739*** (0,03644)	0,13345*** (0,03676)	0,13711*** (0,03777)	0,17416*** (0,06522)
DETTE	0,03748** (0,01902)	0,04824** (0,02001)	0,03635** (0,01836)	0,05232** (0,02052)
DETTE*VAC	0,06313*** (0,02262)	0,0597*** (0,02087)	0,05832*** (0,02278)	0,06317*** (0,02331)
DETTE*DETTE	-0,00078** (0,00033)	-0,00039** (0,00016)	-0,00072** (0,00031)	-0,00042*** (0,00014)
DETTE*DETTE*VAC	-0,00043** (0,00021)	-0,00029** (0,00014)	-0,00037** (0,00019)	-0,00033*** (0,00012)
INFL	-0,02001 (0,01343)	-0,08962* (0,04742)	-0,01741* (0,00921)	-0,03117 (0,03608)
OUV	0,04188** (0,01782)	0,05354*** (0,01997)	0,03816** (0,01637)	0,04335*** (0,01118)
CPOP	0,04306** (0,021)	0,06268*** (0,02062)	0,05071** (0,02004)	0,0767** (0,03455)
INV	0,05607** (0,02448)	0,0995*** (0,03574)	0,06626** (0,03313)	0,08724** (0,03899)
PPTEDUMY	0,00178* (0,00093)	0,00201** (0,00097)	0,00355** (0,00175)	0,00814* (0,00435)
PETRDUMY	0,00439* (0,00257)	0,00473* (0,00268)	0,00731* (0,00404)	0,00978* (0,00514)
Observations	536	499	540	495
R <sup>2</sup>	0,76	0,84		
Nombre de pays	44	34	44	33
Test de Sargan			0,172	0,231
AR(1)			0,000	0,000
AR(2)			0,223	0,254
Nombre d'instruments			24	17
Estimation du point de retournement (%)	<b>41,09</b>	<b>78,91</b>	<b>42,93</b>	<b>76,04</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.

**Tableau 2. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : rôle de la corruption**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	CC ≤ 0	CC > 0	CC ≤ 0	CC > 0
TCPIBRH <sub>t-1</sub>	0,16147*** (0,05159)	0,18632*** (0,03891)	0,10297*** (0,02867)	0,13036*** (0,03704)
DETTE	0,02949** (0,01359)	0,09595*** (0,04773)	0,04597** (0,02322)	0,03574** (0,01483)
DETTE*CC	0,0413** (0,01835)	0,10941*** (0,04224)	0,06375** (0,0269)	0,05235*** (0,01856)
DETTE*DETTE	-0,00061** (0,00029)	-0,00081** (0,00034)	-0,00077*** (0,00028)	-0,00034** (0,00013)
DETTE*DETTE*CC	-0,00023*** (0,00453)	-0,00052** (0,00023)	-0,00058** (0,00029)	-0,00023** (0,0001)
INFL	-0,01764 (0,01168)	-0,01835* (0,01073)	-0,02063 (0,01452)	-0,07053* (0,03712)
OUV	0,035*** (0,01212)	0,04216*** (0,01627)	0,03313*** (0,00892)	0,03649*** (0,01122)
CPOP	0,03229** (0,01339)	0,04384*** (0,01442)	0,04085** (0,01621)	0,05613*** (0,02094)
INV	0,05824** (0,02897)	0,0688** (0,03316)	0,08289** (0,03846)	0,096* (0,05133)
PPTEDUMY	0,00259** (0,00104)	0,00264** (0,00125)	0,00136** (0,00073)	0,00548* (0,00318)
PETRDUMY	0,00331* (0,00177)	0,00354* (0,00186)	0,0052* (0,00268)	0,00944* (0,00546)
Observations	570	465	559	476
R <sup>2</sup>	0,78	0,85		
Nombre de pays	44	35	44	34
Test de Sargan			0,315	0,233
AR(1)			0,001	0,001
AR(2)			0,184	0,543
Nombre d'instruments			26	19
Estimation du point de retournement (%)	<b>41,79</b>	<b>76,81</b>	<b>40,25</b>	<b>75,83</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.

**Tableau 3. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance : rôle de l'efficacité du gouvernement**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	EG ≤ 0	EG > 0	EG ≤ 0	EG > 0
TCPIBRH <sub>t-1</sub>	0,14187*** (0,0514)	0,18318*** (0,03886)	0,10319*** (0,03702)	0,10628*** (0,0368)
DETTE	0,02393* (0,01234)	0,04297** (0,02017)	0,01891** (0,00855)	0,03561*** (0,01343)
DETTE*EG	0,03576*** (0,01319)	0,05149** (0,02051)	0,03504*** (0,01327)	0,05212*** (0,01613)
DETTE*DETTE	-0,00036** (0,00016)	-0,00037** (0,00017)	-0,00039*** (0,00014)	-0,00031*** (0,00013)
DETTE*DETTE*EG	-0,00035** (0,00016)	-0,00023** (0,00011)	-0,00027** (0,00013)	-0,00024** (0,00012)
INFL	-0,01784 (0,01321)	-0,04806* (0,02655)	-0,02238 (0,01622)	-0,02173* (0,01248)
OUV	0,04037*** (0,01559)	0,04067** (0,00914)	0,02779*** (0,00918)	0,03024*** (0,00856)
CPOP	0,03248** (0,01554)	0,06142*** (0,0202)	0,07692** (0,03449)	0,07892*** (0,02955)
INV	0,05379** (0,02195)	0,07657** (0,03561)	0,08736** (0,03733)	0,09548** (0,04151)
PPTEDUMY	0,00213** (0,00095)	0,00251* (0,00147)	0,00147** (0,00065)	0,009872** (0,00433)
PETRDUMY	0,00382* (0,00198)	0,00397* (0,00221)	0,00561* (0,0032)	0,00876* (0,00468)
Observations	573	462	561	474
R <sup>2</sup>	0,78	0,77		
Nombre de pays	44	35	44	34
Test de Sargan			0,282	0,275
AR(1)			0,000	0,000
AR(2)			0,185	0,347
Nombre d'instruments			27	19
Estimation du point de retournement (%)	<b>41,89</b>	<b>77,82</b>	<b>40,08</b>	<b>77,32</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.

Les résultats obtenus par la méthode LSDVC suggèrent que le niveau de la dette qui maximise la croissance est de 41,79% du PIB lorsque la corruption est élevée. En revanche, le seuil optimal de la dette se situe autour de 76,81% du PIB dans un contexte de faible corruption. Enfin, les résultats découlant de l'estimateur GMM-SYS montrent que le niveau optimal de la dette publique est de 40,25% du PIB, lorsque la corruption est élevée. Toutefois, lorsque la corruption est faible, le niveau de la dette qui maximise la croissance est de 75,83% du PIB. Bien que les niveaux d'endettement qui maximise la croissance varient selon les estimateurs (Égert, 2015), toutes nos estimations tendent à affirmer, l'hypothèse selon laquelle le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance est plus élevé dans un contexte de faible corruption. Une explication plausible à ce constat peut être fondée sur le fait que, dans les pays moins corrompus le service public est de meilleure qualité et les politiques formulées et adoptées sont efficaces et crédibles (Montes & Paschoal, 2016). En conséquence, la dette publique est acceptée au plan social, c'est-à-dire la capacité effective des gouvernements à lever des impôts sans mouvement sociaux majeurs (Villieu, 2015) est garantie.

Nos résultats corroborent ceux obtenus par Jalles (2011), affirmant que le niveau d'endettement public, qui maximise la croissance dans les pays en développement est plus élevé dans les pays où la corruption est faible, que dans les pays caractérisés par un degré de corruption élevé.

Par ailleurs, nos résultats attestent que l'ouverture commerciale, la population et l'investissement ont un effet positif et significatif sur la croissance. Cependant, le taux d'inflation influence négativement la croissance, mais ce résultat n'est pas robuste en fonction des estimations.

Les résultats, présentés dans le tableau 3 décrivent la relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance, conditionnée par l'efficacité du gouvernement.

Ces résultats confirment l'idée selon laquelle la qualité institutionnelle exerce une influence sur le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance économique. En effet, il ressort que, lorsque le degré d'efficacité du gouvernement est faible, les niveaux d'endettement qui maximise la croissance, obtenus à base des techniques d'estimations LSDVC et GMM-SYS sont respectivement de 41,89% et 40,08% du PIB. Cependant, les niveaux d'endettement au-dessus desquels la croissance diminue sont de 77,82% et 77,32% du PIB, lorsque l'efficacité du gouvernement est élevée.

### **3.2. Analyse de la robustesse des résultats**

Pour tester la robustesse de nos résultats et conforter notre hypothèse, nous utilisons des mesures alternatives de la corruption, de la démocratie et de l'efficacité

du gouvernement. Plus précisément, nous considérons l'indice de perception de la corruption de Transparency International, l'indice de démocratie fourni par Polity IV et l'indice de mesure de l'efficacité et la responsabilité gouvernementale d'Economist. Ces différentes mesures rendent également compte de la qualité du régime politique, du degré de corruption et l'efficacité du gouvernement. Il convient de souligner que l'indice de perception de la corruption (IPC) est produit par Transparency International à base d'un corpus d'indicateurs et de données, provenant notamment de la Banque Africaine de Développement, de Freedom House, ou encore de la Banque Mondiale. Un score plus proche de 0 correspond à plus de corruption, un score plus proche de 100 à moins de corruption. Dans notre étude, les estimations sont conditionnées par le niveau moyen de l'indice de perception de la corruption (IPC), qui s'établit à 32. S'agissant de l'indicateur de démocratie, nous utilisons l'indicateur de polity IV, qui est produit par le Centre pour le Développement International et de Gestion des Conflits (CIDCM) de l'Université de Maryland. Plus précisément, nous utilisons l'indicateur de polity IV de la démocratie corrigé de la dictature (Polity2). Cet indice est obtenu en associant le score de la démocratie à celui de la dictature. L'indice de démocratie fourni par polity IV est compris entre 0 et 10, où 0 correspond à l'absence de démocratie, et 10 l'existence d'une pleine démocratie. L'indicateur d'autocratie est compris entre -10 et 0, où -10 correspond à une dictature absolue. Partant de l'association de l'indice de démocratie et celui d'autocratie, polity IV parvient à produire l'indicateur polity2, variant entre -10 et 10 et qui renseigne sur la qualité du régime politique. Nos estimations sont conditionnées par le score moyen de l'indice de démocratie Polity2, qui est de 2. Enfin, l'efficacité et responsabilité gouvernementale (ERG) montrent dans quelle mesure un gouvernement est en mesure de mettre en place son programme. Cet indicateur est fourni par la base de données d'Economist. Le classement est de 1 à 10, 10 étant le plus haut niveau. Dans ce cas, le gouvernement est considéré comme efficace et en mesure de mettre en place son programme. Dans la présente étude, les estimations sont conditionnées par le score moyen de l'indice de mesure de l'efficacité et de Responsabilité du Gouvernement, qui est de 3,47. En considérant ces nouvelles variables, comme facteurs déterminant de la relation non-linéaire entre la dette et la croissance, nous obtenons les estimations dont les résultats sont consignés dans les tableaux 4, 5 et 6.

Les résultats des tableaux 4, 5 et 6 indiquent que le niveau de la dette publique qui maximise la croissance varie entre 34,56% du PIB et 43,30% du PIB, puis entre 55,42% du PIB et 68,54%. Derrière ces seuils en apparence différente de ceux consignés dans les tableaux 1, 2 et 3, s'établit une convergence autour de l'hypothèse, selon laquelle le niveau d'endettement qui maximise la croissance varie en fonction de la qualité institutionnelle. En effet, quelle que soit la spécification du modèle, nos résultats affirment que le niveau d'endettement qui maximise la croissance est élevé lorsque la qualité de la démocratie est bonne, la corruption est faible et

**Tableau 4. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance en fonction de l'indice de démocratie de Polity IV**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	Polity2 <= 2	Polity2 > 2	Polity2 <= 2	Polity2 > 2
TCPIBRH <sub>initial</sub>	0,2445*** (0,04397)	0,12413** (0,05965)	0,14101*** (0,04794)	0,16561*** (0,05872)
DETTE	0,01863** (0,00931)	0,02951** (0,01245)	0,02773** (0,01165)	0,02887** (0,01239)
DETTE*Polity2	0,03192*** (0,01148)	0,03975*** (0,0144)	0,04791*** (0,01287)	0,04104*** (0,01414)
DETTE*DETTE	-0,00041** (0,00016)	-0,00032** (0,00013)	-0,00085*** (0,00032)	-0,00033** (0,00014)
DETTE*DETTE*Polity2	-0,00023** (0,00011)	-0,00019** (0,00008)	-0,00012** (0,00005)	-0,00018*** (0,00006)
INFL	-0,01315* (0,00699)	-0,0692* (0,03982)	-0,02821 (0,01868)	-0,0397 (0,03963)
OUV	0,02948*** (0,00528)	0,01988*** (0,00678)	0,02927* (0,01705)	0,02144* (0,01146)
CPOP	0,07596** (0,03779)	0,06743*** (0,02196)	0,0696*** (0,02521)	0,03243*** (0,01107)
INV	0,09827** (0,04693)	0,03742** (0,01648)	0,03013*** (0,01057)	0,05421** (0,02464)
DEP	0,0378** (0,0165)	0,09639*** (0,04155)	0,07402** (0,0288)	0,0293** (0,01326)
PPTEDUMY			0,00352* (0,00191)	0,00224* (0,00134)
PETRDUMY			0,00677 (0,00423)	0,00866* (0,00486)
Observations	536	505	517	400
R <sup>2</sup> -ajusté				
Nombre de pays	45	34	45	33
Test de Sargan			0,215	0,233
AR(1)			0,000	0,000
AR(2)			0,195	0,373
Nombre d'instruments			24	17
Estimation du point de retournement (%)	<b>39,26</b>	<b>67,90</b>	<b>38,72</b>	<b>68,54</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.



**Tableau 5. Relation non-linéaire entre la dette publique et la croissance en fonction de l'indice de perception de la corruption de Transparency International**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	IPC <= 32	IPC > 32	IPC <= 32	IPC > 32
TCPIBRH <sub>initial</sub>	0,17622** (0,07814)	0,1911*** (0,04566)	0,11631** (0,05682)	0,10773*** (0,04156)
DETTE	0,04573** (0,01897)	0,05367** (0,02428)	0,00265* (0,00145)	0,03089** (0,01354)
DETTE*IPC	0,05932*** (0,02045)	0,06756*** (0,02465)	0,07466** (0,03624)	0,04337** (0,02017)
DETTE*DETTE	-0,00112** (0,00044)	-0,00073** (0,0003)	-0,00061** (0,00026)	-0,00042** (0,00019)
DETTE*DETTE*IPC	-0,0004** (0,00016)	-0,00031** (0,00008)	-0,00049** (0,0002)	-0,00025*** (0,00008)
INFL	-0,07274 (0,05103)	-0,01585* (0,00943)	-0,02364 (0,04166)	-0,02284* (0,01171)
OUV	0,05169*** (0,01824)	0,04495*** (0,01425)	0,05624*** (0,01551)	0,06485*** (0,02349)
CPOP	0,05092*** (0,0175)	0,06531** (0,0308)	0,06314** (0,02566)	0,07169*** (0,0256)
INV	0,01122** (0,004367)	0,06206** (0,03027)	0,08274* (0,04233)	0,08758** (0,03546)
DEP	0,08711** (0,03888)	0,01188*** (0,00405)	0,09486** (0,04815)	0,05871** (0,02127)
PPTEDUMY			0,00259* (0,00134)	0,02476* (0,01368)
PETRDUMY			0,00913* (0,00468)	0,00984 (0,00698)
Observations	570	445	559	405
R <sup>2</sup> -ajusté				
Nombre de pays	45	34	45	33
Test de Sargan			0,125	0,138
AR(1)			0,000	0,000
AR(2)			0,174	0,425
Nombre d'instruments			26	19
Estimation du point de retournement (%)	<b>34,56</b>	<b>58,28</b>	<b>35,14</b>	<b>55,42</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.

**Tableau 6. Relation non-linéaire entre la dette publique et croissance en fonction de l'indice de l'efficacité et de Responsabilité du Gouvernement de Economist**

Variable expliquée : Taux de croissance du PIB réel par habitant (TCPIBRH)				
Variables explicatives	LSDVC		GMM-SYS	
	ERG <= 3.47	ERG > 3.47	ERG <= 3.47	ERG > 3.47
TCPIBRH <sub>initial</sub>	0,11871*** (0,04637)	0,18074*** (0,05347)	0,11294*** (0,03351)	0,10659** (0,04585)
DETTE	0,02317** (0,01007)	0,02078** (0,00971)	0,01372*** (0,00515)	0,02026** (0,00969)
DETTE*ERG	0,05392** (0,02428)	0,05865*** (0,02022)	0,03714** (0,01522)	0,02215*** (0,00788)
DETTE*DETTE	-0,00048** (0,00021)	-0,00033** (0,00014)	-0,00032*** (0,00015)	-0,00017** (0,00008)
DETTE*DETTE*ERG	-0,00041** (0,00017)	-0,00025** (0,00011)	-0,00028** (0,00014)	-0,00015* (0,00008)
INFL	-0,01196 (0,02783)	-0,01807* (0,00946)	-0,02552 (0,01772)	-0,02597* (0,01546)
OUV	0,0343*** (0,01309)	0,0544*** (0,01652)	0,04404*** (0,01674)	0,05056** (0,02396)
CPOP	0,05134** (0,02422)	0,02794*** (0,00846)	0,05977*** (0,02264)	0,07365*** (0,02717)
INV	0,00873** (0,00432)	0,08965** (0,04347)	0,06831** (0,03105)	0,08549* (0,04742)
DEP	0,07348** (0,02915)	0,08273** (0,03613)	0,02994** (0,01453)	0,09396** (0,03656)
PPTEDUMY			0,00627* (0,00378)	0,00476* (0,00276)
PETRDUMY			0,00795 (0,00568)	0,00751* (0,00444)
Observations	573	443	561	400
R <sup>2</sup> -ajusté				
Nombre de pays	43	35	43	33
Test de Sargan			0,153	0,217
AR(1)			0,000	0,000
AR(2)			0,255	0,477
Nombre d'instruments			27	19
Estimation du point de retournement (%)	<b>43,30</b>	<b>68,47</b>	<b>42,38</b>	<b>66,26</b>

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. Ils sont corrigés de l'hétéroscédasticité en utilisant l'option robust de Stata. \*, \*\*, \*\*\* indiquent des niveaux statistiques de significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Source : Calcul de l'auteur.

l'efficacité du gouvernement est **élevée**. En revanche, lorsque ces mesures de la qualité institutionnelle ne sont pas de bonne qualité, le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance est faible. Autrement dit, la meilleure qualité des institutions a tendance à minimiser l'impact négatif de la dette publique sur la croissance économique.

En ce qui concerne les variables de contrôle, nos résultats sont identiques à ceux obtenus dans des précédentes études, car l'ouverture commerciale, la croissance de la population, l'investissement et les dépenses publiques exercent un effet positif sur la croissance économique. Cependant, le taux d'inflation ne semble pas avoir un effet significatif et robuste sur la croissance.

## Conclusion et implication économique

L'objectif de cette étude était de montrer dans quelle mesure les facteurs institutionnels affectent le point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance dans 45 pays africains, sur la période couvrant 1996–2018. Pour ce faire, nous avons fait appel aux techniques d'estimations LSDVC et GMM-SYS. Trois mesures de la qualité institutionnelle à savoir : la qualité de la démocratie, le degré de la corruption, et l'efficacité du gouvernement ont été utilisées. Pour rendre compte de la robustesse des résultats, nous avons utilisé des mesures alternatives de la démocratie, de la corruption et de l'efficacité du gouvernement. Nos résultats suggèrent que la dette publique contribue positivement à la croissance économique. Toutefois, cette contribution positive est accentuée lorsque la qualité des institutions est bonne. En plus, nos résultats révèlent qu'au-delà d'un certain niveau d'endettement, la croissance diminue. Cependant, il ressort que l'amélioration de la qualité institutionnelle amoindrit l'effet négatif de la dette publique sur la croissance.

Ainsi, nos résultats indiquent que des niveaux d'endettement (en pourcentage du PIB) qui maximisent la croissance varient entre 55,42% et 78,91%, et entre 34,56% et 43,30%, respectivement lorsque la qualité des institutions est bonne et mauvaise. Autrement dit, l'effet négatif de la dette sur la croissance se produit à des niveaux d'endettement plus élevés lorsque la qualité des institutions est de bonne qualité. L'hypothèse selon laquelle, les niveaux de la dette publique qui maximisent la croissance sont élevés et faibles, respectivement dans les pays disposant des institutions de bonne et de mauvaise qualité est confirmée. Ainsi, nos résultats concilient un nombre croissant de récents travaux en Afrique, qui ont trouvés des résultats différents au sujet du point de retournement de la relation entre la dette publique et la croissance.

Deux implications importantes découlent de nos résultats. En premier lieu, la non prise en compte des facteurs institutionnels dans la relation entre la dette

publique et la croissance économique peut biaiser l'estimation du niveau de la dette publique qui maximise la croissance. En second lieu, les pays africains peuvent utiliser la dette publique pour atteindre leurs objectifs de croissance sans mettre en péril sa soutenabilité, à condition qu'ils améliorent la qualité de leurs institutions. Dans ce cadre, les effets négatifs de la dette publique sur la croissance se produisent à des niveaux d'endettement plus élevés. Autrement dit, les pays disposant des institutions de bonne qualité minimisent l'impact négatif de la dette publique sur la croissance économique.

## Annexe

**Tableau A1. Test de dépendance des individus de Pesaran (2003)**

Variables	CD-test	<i>p</i> -value
TCPIBRH	5,83	0,000
DETTE	62,79	0,000
CC	-1,03	0,304
VAC	1,79	0,073
EG	3,57	0,000
INFL	27,84	0,000
OUV	15,34	0,003
CPOP	-0,52	0,605
INV	15,47	0,000

Source : Auteur.

**Tableau A2. Résultats du test de stationnarité de Pesaran (2003)**

Variables	t-bar	<i>p</i> -value
TCPIBRH	-3,863	0,000
DETTE	-4,268	0,000
VAC	-3,961	0,000
EG	-4,003	0,000
INFL	-3,769	0,000
OUV	-4,516	0,000
INV	-5,332	0,000

Source : Auteur.

**Tableau A3. Test de stationnarité de Hadri et de Levin-Lin-Chu (test de 1ère génération)**

Variable	Test de stationnarité de Hadri	
	Statistic	p-value
CC	46,9227	0,0000
CPOP	47,6459	0,0000
Test de stationnarité de Levin-Lin-Chu		
CC	-3,7235	0,0001
CPOP	-14,5054	0,0000

Source : Auteur.

## References

- Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. A. (2005). Institutions as the fundamental cause of long-run growth. In P. Aghion & S. Durlauf (Eds.), *Handbook of economic growth* (pp. 385–472). Amsterdam: North-Holland.
- Agbekponou, K. M., & Kebalo, L. (2019). Relation dette – croissance économique dans la CEDEAO: analyse à travers une approche non-linéaire. *Revue Économique et Monétaire*, 9–33.
- Anderson, T. W., & Hsiao, C. (1982). Formulation and estimation of dynamic models using panel data. *Journal of Econometrics*, 18, 47–82.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Arrow, K. (1962). The economic implications of learning by doing. *The Review of Economic Studies*, 29(3), 155–173.
- Baum, A., Checherita-Westphal, C., & Rother, P. (2013). Debt and growth: New evidence for the euro area. *Journal of International Money and Finance*, 32, 809–821.
- Bertola, G., & Drazen, A. (1993). Trigger points and budget cuts: Explaining the effects of fiscal austerity. *American Economic Review*, 83, 11–26.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87, 115–143.
- Bond S., Nauges, C., & Windmeijer, F. (2002). *Unit root and identification in autoregressive panel data models: A comparison of alternative tests*. Mimeo, Institute for Fiscal Studies.
- Bruno, G. S. F. (2005). Approximating the bias of the LSDV estimator for dynamic unbalanced panel data models. *Economics Letters*, 87, 361–366.
- Bun, M. J. G., & Kiviet, J. F. (2003). On the diminishing returns of higher order terms in asymptotic expansions of bias. *Economics Letters*, 79, 145–152.
- Butkus, M., & Seputiene, J. (2018). Growth effect of public debt: The role of government effectiveness and trade balance. *Economies*, 6(62), 1–27.

- Cashin, P., & McDermott, C. J. (2002). The long-run behavior of commodities prices: Small trends and big variability. *IMF Staff Papers*, 49(2), 175–199.
- Cecchetti, S. G., Mohanty, M. S., & Zampolli, F. (2011). *The real effects of debt*. (Working Paper No. 352). Banque des Règlements Internationaux.
- Checherita, C., & Rother, P. (2010, August). *The impact of high and growing government debt on economic growth an empirical investigation for the euro area*. (Working Paper Series No. 1237).
- Chudik, A., Mohaddes, K., Pesaran, M. H., & Raissi, M. (2017). Is there a debt-threshold effect on output growth?. *Review of Economics and Statistics*, 99(1), 135–150.
- Cohen, D. (1992). Large external debt and (slow) domestic growth: A theoretical analysis. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 19, 1141–1163.
- Cordella, T., Ricci, L. A., & Ruiz-Arranz, M. (2005). *Debt overhang or debt irrelevance? Revisiting the debt-growth link*. (IMF Working Paper No. WP/05/223).
- Cordella, T., Ricci, L. A., & Ruiz-Arranz, M. (2010). Debt overhang or debt irrelevance?. *IMF Staff Papers*, 57(1), 1–24.
- Coulibaly, B. S., Gandhi, D., & Senbet, L. W. (2019). *Is sub-Saharan Africa facing another systemic sovereign debt crisis?*. Africa Growth Initiative (AGI) at Brookings, Policy Brief.
- Égert, B. (2015). Public debt, economic growth and nonlinear effects: Myth or reality?. *Journal of Macroeconomics*, 43, 226–238.
- Gill, I., & Karkūlah, K. (2018, April 6). *Sounding the alarm on Africa's debt*. The Brookings Institution.
- Gnimassoun, B., & Massil, J. K. (2019). Determinants of corruption :can we put all countries in the same basket?. *The European Journal of Comparative Economics*, 16(2), 239–276.
- Grilli, E., & Yang, M. C. (1988). Primary commodity prices, manufactured goods prices, and the terms of trade of developing countries: What the long run shows. *The World Bank Economic Review*, 2(1), 1–47.
- Jalles, J. T. (2011). The impact of democracy and corruption on the debt-growth relationship in developing countries. *Journal of Economic Development*, 36, 41–72.
- Kim, E., Ha, Y., & Kim, S. (2017). Public debt, corruption and sustainable economic growth. *Sustainability*, 9(3), 4–33.
- Kiviet, J. F. (1995). On bias, inconsistency and efficiency of various estimators in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 68, 53–78.
- Krugman, P. (1988). Financing vs. forgiving a debt overhang. *Journal of Development Economics*, 29, 253–268.
- Masuch, K., Moshhammer, E., & Pierluigi, B. (2016). *Institutions, public debt and growth in Europe*. (ECB Working Paper No. 1963, pp. 1–36). Frankfurt: European Central Bank.
- Mattes, R. (2019). La démocratie en Afrique: la demande, l'offre, et le 'démocrate insatisfait'. *Afrobaromètre*, 54.
- Megersa, K., & Cassimon, D. (2015). Public debt, economic growth and public sector management in developing countries: Is there a link?. *Public Administration and Development*, 35, 329–346.
- Mengue. (2013). Taille optimale de l'État dans les Union Monétaire: le cas de la CEMAC. *Revue d'Économie Appliquée*, 1, 29–51.
- Mensah, L., Allotey, D., Sarpong-Kumankoma, E., & Coffie, W. (2020). What debt threshold hampers economic growth in Africa?. *International Journal of Development*, 19(1), 25–42.

- Minea, A., & Villieu, P. (2009). Impôt, déficit et croissance économique: un réexamen de la courbe de Laffer. *Revue d'Économie Politique*, 119(4), 653–675.
- Montes, G., & Paschoal, P. (2016). Corruption: what are the effects on government effectiveness? Empirical evidence considering developed and developing countries. *Applied Economics Letters*, 23(2), 146–150. <https://doi.org/10.1080/13504851.2015.1058900>
- Montoussé, M., & Chamblay, D. (1998). *100 fiches pour comprendre les sciences économiques*. Paris: Bréal.
- Mupunga, N., & Le Roux, P. (2015). Stochastic simulation analysis of sustainable public debt in Zimbabwe. *Journal of Economics and International Finance*, 7(5), 98–111.
- Nickell, S. J. (1981). Biases in dynamic models with fixed effects. *Econometrica*, 49, 1417–1426.
- North, D. C., & Weingast, B. R. (1989). Constitutions and commitment: The evolution of institutions governing public choice in seventeenth-century England. *Journal of Economic History*, 49, 803–832.
- Panizza, U., & Presbitero, A. F. (2013). Public debt and economic growth in advanced economies: A survey. *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 149(2), 175–204.
- Pattillo, C., Poirson, H., & Ricci, L. (2002). *External debt and growth*. (IMF Working Paper No. WP/02/69).
- Pellegrini, L., & Gerlagh, R. (2008). Causes of corruption: A survey of cross-country analyses and extended results. *Economics of Governance*, 9(3), 245–263.
- Pesaran, H. M. (2003). *A simple panel unit root test in the presence of cross section dependence*. Los Angeles: Mimeo, University of Southern California.
- Pescatori, A., Sandri, D. & Simon, J. (2014). *Debt and growth: Is there a magic threshold?*. (IMF Working Paper No. WP/14/34).
- Phelps, E. (1966). Models of technical progress and the golden rule of research. *The Review of Economic Studies*, 33(2), 133–145.
- Pilling, D. (2018, April 19). African nations slipping into new debt crisis. *Financial Times*. Retrieved from <https://www.ft.com/content/baf01b06-4329-11e8-803a-295c97e6fd0b>
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review*, 100(2), 2573–2578.
- Rodrik, D. (2000). Institutions for high-quality growth: What they are and how to acquire them?. *Studies in Comparative International Development*, 35(3), 3–31.
- Sachs, J. (1989). The debt overhang of developing countries. In G. A. Calvo, R. Findlay, P. J. K. Kouri & J. B. de Macedo (Eds.), *Debt, stabilization and development: Essays in memory of Carlos Díaz Alejandro* (pp. 80–102). Oxford: Basil Blackwell.
- Sanusi, K. A., Hassan, A. S., & Meyer, D. F. (2019). Non-linear effects of public debt on economic growth in Southern Africa Development Community (SADC) countries. *International Journal of Economics and Management*, 13(1), 193–202.
- Serra, D. (2006). Empirical determinants of corruption: A sensitivity analysis. *Public Choice*, 126, 225–256. <https://doi.org/10.1007/s11127-006-0286-4>
- Slesman, L., Baharumshah, A. Z., & Raëes, W. (2015). Institutional infrastructure and economic growth in member countries of the Organization of Islamic Cooperation (OIC). *Economic Modelling*, 51, 214–226.
- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Studies*, 29(2), 155–173.

- Sutherland, A. (1995). *Fiscal crises and aggregate demand: Can high public debt reverse the effect of fiscal policy?*. (CEPR Discussion Paper No. 1246).
- Teixeira, A. A. C., & Queirós, A. S. S. (2016). Economic growth, human capital and structural change: A dynamic panel data analysis. *Research Policy*, 45(8).
- Transparency International and Afrobarometer. (2019). *Global Corruption Barometer Africa 2019: Citizen's views and experiences of corruption*.
- Villieu, P. (2015). *Macroéconomie*. Paris: Economica.
- Weigel, J. L. (2020). The participation dividend of taxation: How citizens in Congo engage more with the state when it tries to tax them. *The Quarterly Journal of Economics*, 135(4), 1849–1903.



**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF [Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl](mailto:Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl)

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

